



Déclaration liminaire de l'UNSA Éducation

CDEN du 8 novembre 2024

Monsieur le préfet,

Monsieur l'Inspecteur d'Académie,

Monsieur le président du conseil départemental,

Mesdames et messieurs les membres du CDEN

Nous sommes réunis aujourd'hui pour faire le bilan de la rentrée scolaire dans notre département. Avant de commencer nous adressons nos remerciements à l'ensemble des personnels administratifs qui ont préparé les documents de travail que nous allons étudier. Au-delà, l'UNSA Éducation tient à souligner le travail de tous les personnels administratifs, souvent invisibles mais qui sont pourtant essentiel au bon fonctionnement de notre institution. Nous n'oublions pas non plus les personnels techniques ou d'encadrement. Car au final, même si c'est souvent la partie émergée de l'iceberg, il n'y a pas que dans les classes, chez les enseignants, les CPE ou les PsyEN que les conditions de travail se dégradent et où le sentiment de dépréciation professionnelle s'amplifie. L'UNSA Éducation se tient aux côtés de tous les personnels dans ces périodes difficiles que nous traversons maintenant depuis quelques années.

Revenons au bilan de la rentrée. Force est de constater amèrement que les courbes présentant l'évolution des effectifs des élèves du département suivent celles des températures ces derniers jours : elles dégringolent de façon sensible !

Il serait facile de simplement se contenter de regretter cette baisse et sur les conséquences qu'on peut déjà imaginer sur la carte scolaire 2025. Il serait facile de rester sur une simple analyse des chiffres, et par exemple de parler du taux d'encadrement qui s'améliore mécaniquement pour essayer de se rassurer sur l'état de notre École publique.

Mais la facilité ce n'est pas dans nos habitudes à l'UNSA. Rester sur les chiffres qui sont présentés ce serait éviter de parler des suppressions de poste et de leurs conséquences. Ce serait éviter de parler des difficultés de remplacement, de l'état de l'enseignement spécialisé, des difficultés croissantes liées au manque de moyens pour l'inclusion scolaire ou pour la gestion des élèves au comportement hautement perturbateur. Ce serait éviter de parler des conséquences de tous ces facteurs, et de bien d'autres, sur le moral des personnels. Le dernier baromètre UNSA Éducation, auquel près de 50.000 personnels de tous les métiers de notre ministère ont répondu, est sans appel : la désillusion et la défiance s'installent solidement dans notre ministère. Entre la baisse du pouvoir d'achat, le manque de reconnaissance et de respect, ou encore le désaccord avec les choix politiques, les motifs d'amertume ne manquent pas chez nos collègues. Une preuve parmi d'autres, ils ne sont plus que 20% prêts à recommander leur métier à un jeune de leur entourage, contre 37% en 2017. Et près de 40% des personnels aimeraient pouvoir changer de métier dans les années qui viennent. Ce n'est

pas cette ambiance générale morose qui va inciter qui que ce soit à se présenter aux concours de recrutement pour lutter contre la crise d'attractivité que nous traversons dans notre ministère.

Par ailleurs, rester sur une analyse purement autocentrée sur l'Éducation nationale ce serait aussi éviter de se poser les vraies questions sur la baisse des effectifs. Car si on élargissait le champ d'analyse, il faudrait alors se demander pourquoi il y a moins d'élèves. Et automatiquement on arriverait à la conclusion qu'il y a un lien direct avec l'emploi et l'attractivité de notre département.

Bref, si tout était aussi simple que des tableaux de chiffres...

Mais soyons honnête, la situation n'est pas si inquiétante que ça pour tout le monde. Vous n'avez pas remarqué dans les documents qu'il existe un secteur qui n'a pas vraiment de raison de se plaindre ? Si si, regardez bien du côté des chiffres concernant l'enseignement privé. Et oui, le malheur des uns semble faire le bonheur des autres. En effet, rien ne justifie d'un point de vue démographique que les effectifs de l'enseignement privé ne suivent pas la même tendance à la baisse que ceux du public. Et pourtant ils sont stables... Que faut-il en déduire ? C'est assez simple en fait : comme à chaque fois que les services publics sont mis à mal, et cela quel que soit le service public dont il peut être question, ceux qui ont les moyens financiers se tournent vers le secteur privé, imaginant peut-être que l'herbe est plus verte ailleurs. Et donc il est logique que la dégradation d'année en année du service public d'éducation profite à l'enseignement privé, ce qui est d'autant plus irritant à constater que le privé profite très largement de financements publics, sans toutefois avoir les mêmes contraintes.

Merci pour votre attention.

